

Avenir du pays d'Arles : le préfet a écouté les élus locaux

Pierre Dartout a fait le tour des trois intercommunalités du territoire, vendredi

Une journée pour faire le tour du pays d'Arles. Vendredi, le préfet de Région (et des Bouches-du-Rhône) Pierre Dartout a rendu visite aux élus locaux, dans le cadre de la mission de concertation sur l'évolution de la Métropole que lui a confiée le Premier ministre. Une mission où il sera amené à parler compétences, gouvernance, mais aussi périmètre. Une dernière notion qui concerne au plus haut chef le pays d'Arles, territoire actuellement hors Métropole, mais qui pourrait être amené à l'intégrer après la fusion intégrale entre la Métropole et le Département, confirmée par le président de la République Emmanuel Macron.

Sur le territoire, un clivage s'est formé entre ceux qui militent pour un pays d'Arles autonome, et qui sont prêts à organiser des consultations populaires pour impliquer les habitants, et ceux qui acceptent de faire partie d'une Métropole revue et corrigée. Les premiers sont menés par la députée d'Arles Monica Michel, élue de la majorité présidentielle, les seconds par l'autre député du territoire, Bernard Reynès, élu Les Républicains, comme Martine Vassal, nouvelle présidente de la Métropole qui a ouvert grand la porte au pays d'Arles.

Arguments contre arguments

Vendredi, chaque camp a pu défendre ses convictions face au préfet, qui s'est rendu au siège des trois intercommunalités du territoire. "Il a dit qu'il était là pour écouter, chacun a pu exprimer ses arguments", confirme Jean Mangion, maire de Saint-Étienne du Grès. "Mais il a aussi dit deux choses



Le préfet Pierre Dartout a rencontré les élus locaux, qui ont fait part de leurs convictions pour l'avenir du pays d'Arles. Il reviendra sur le territoire avant la fin de la consultation. / PHOTOS L.P.

essentielles : qu'il ne voulait pas de mille-feuille administratif et qu'il était très sceptique sur la capacité qu'aurait à vivre un Département dans le nord du département", ajoute l'élue, qui fait partie des 20 maires à avoir signé un appel à Martine Vassal pour "une nouvelle Métropole porteuse d'avenir". Le député de Châteaurenard Bernard Reynès, sur la même ligne que le maire du Grès, est également convaincu que le préfet "ne croyait pas à la possibilité de créer un Département à l'échelle du pays d'Arles". Et ce "même s'il a affirmé qu'il n'y avait pas de scénario arrêté et qu'il en proposerait deux ou trois au gouver-

nement", reconnaît le parlementaire. Qui a proposé des pistes pour changer la Métropole, avec par exemple un retour de certaines compétences clés aux communes, comme le droit des sols avec le PLU, la voirie, l'eau et l'assainissement... En tout cas, malgré "les plusieurs lectures pour défendre le pays d'Arles", pour reprendre les mots de Bernard Reynès, l'ambiance n'était pas à la guerre de tranchées. "Je pense que le préfet a été surpris, on était plus là pour poser des questions sur comment construire le territoire", ajoute le député, qui a remis ses contributions à Pierre Dartout.

Un territoire à construire au sein de la Métropole pour certains, mais à côté pour d'autres, comme le pense la députée d'Arles Monica Michel. "Et il est important de souligner, alors qu'on l'a entendu que tout était calé, qu'il n'y avait plus rien à faire, que ce n'est pas le cas, précise l'élue La République en marche. La réunion a été très constructive, il y a eu la position forte d'élus d'ACCM pour que le pays d'Arles puisse avoir une vie à côté de la Métropole. Le territoire a son projet, il peut bénéficier d'une expérimentation au sein d'une collectivité à statut particulier. Le préfet a été très clair, la messe n'est pas dite, et il



La députée d'Arles Monica Michel veut un pays d'Arles autonome.



Le député Bernard Reynès est prêt à intégrer une Métropole refondée.

fera part de plusieurs options au gouvernement." David Grzyb, premier vice-président d'ACCM et favorable à l'interco unique, parle lui aussi "d'une démarche constructive". Mais il se montre moins optimiste que sa députée. "C'est une interprétation personnelle : j'ai le sentiment d'avoir été écouté, mais pas entendu", résume-t-il. Mais, rappelle Monica Michel, il y aura une autre occasion de faire pencher la balance, le préfet ayant annoncé qu'il reviendrait avant la fin de la consultation, mi-novembre. "C'est une vraie concertation, en cela, je suis assez satisfaite", conclut la députée d'Arles. **Christophe VIAL**